

Communiqué de presse de la Coordination 65 Touche pas à nos hôpitaux

NON à l' Hôpital unique : la population veut garder ses hôpitaux de proximité !

Les promoteurs du projet d'hôpital unique entre Tarbes et Lourdes pressés par l'opinion publique qui réclamait qu'une consultation ai lieu sur le sujet, ont organisé une « concertation préalable du public » depuis le 13 mai. Celle-ci se poursuit jusqu'au 3 juillet, jour où se déroulera à Bénac le dernier débat public à 18h.

Les membres de la « Coordination 65 Touche pas à nos hôpitaux » ont participé à toutes les réunions publiques et ateliers qui se sont tenus et ont pu constater que la grande majorité des participantes et participants ont exprimé leurs désaccords quant à la disparition des hôpitaux actuels de Tarbes et de Lourdes. Ils ont souligné qu'avec un nouvel hôpital entre ces deux villes, la perte de proximité et l'allongement des trajets pour toutes et tous, diminueraient les chances de survie pour nombre de personnes en cas d'urgence. Ils ont mis aussi en évidence les problèmes d'environnement et de financement que poserait un tel projet.

Sur les registres mis à disposition de la population et sur le site dédié, les contributions exprimées se prononcent avant tout, contre le projet de construction à Lanne. Ce constat va dans le sens des nombreuses discussions que nous avons pu avoir lors de toutes les initiatives que nous avons tenues tous ces derniers mois.

Ce constat met en lumière qu'une majorité de la population tient en priorité à ses quatre hôpitaux publics de proximité : Tarbes, Lourdes, Bagnères de Bigorre et Lannemezan.

Les habitants du département ont raison ! La réponse à leurs besoins de santé passe par la proximité des structures et non par l'éloignement. Cette réponse n'est donc pas conditionnée à une opération immobilière neuve en rase campagne.

Compte tenu de cette réalité nous demandons aux autorités sanitaires et politiques de renoncer à ce projet écocide et dangereux . Il faut que de toute urgence soit faite une étude transparente sur la faisabilité d'une rénovation du site de la Gespe.

Nous estimons d'autre part que la situation politique actuelle empreinte d'instabilité après la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président Macron, n'est pas propice aux prises de décisions néfastes et aventureuses qui pourraient aggraver la dégradation actuelle du service public hospitalier et donc la santé de la population.

Contact : Roland Cazeneuve : 06 20 75 78 93 ou roland.cazeneuve@orange.fr